

DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Mercredi 17 décembre 2003

à FOIX

DÉFINIR LES MISSIONS DE L'ÉCOLE

Quelles doivent être les missions de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

Sur cette question, beaucoup d'intervenants se sont exprimés, tant les enseignants que les représentants dits de la société civile.

On attend beaucoup de l'école et la situation actuelle est jugée quelque peu arthrosée selon un intervenant enseignant : le système n'arrive pas à s'auto-évaluer et c'est là son problème. Au-delà des missions dites traditionnelles : dispenser un savoir, un savoir-faire et également un savoir-être, une attente forte est perçue au titre de la transmission des valeurs républicaines : l'école doit former des citoyens libres et responsables ; il s'agit des valeurs qui permettent selon l'expression d'un participant « de maintenir ce tissu social, l'acquisition des savoirs étant inséparable de celle des règles du vivre ensemble ».

Par contre, les enseignants ont face à eux, une « hétérogénéité » de compétences ce qui complique singulièrement leur mission. L'école est victime des problèmes de la société actuelle et nombre d'enfants ont des comportements difficiles qui « parasitent » de plus en plus la pédagogie.

Une institutrice de CP dit ne pas savoir faire avec ces enfants ; elle ne peut qu'orienter les familles vers des spécialistes mais ces structures disparaissent petit à petit par manque de personnel (infirmiers, assistants sociaux - psychologue ...).

Le système éducatif laisse trop de côté les enfants en difficulté. On retrouve d'ailleurs ce thème tout au long du débat sur cette question concernant l'insuffisance des réseaux d'aide pour les élèves en grande difficulté. Certaines réponses ont été apportées visant à mieux prendre en compte la capacité des jeunes, leurs motivations, leurs goûts, leurs aspirations : il y a une capacité d'écoute qui n'est pas assez prise en compte selon certains intervenants.

Il faut aussi redonner à ces enfants cette formidable envie d'apprendre qui selon un parent d'élève, n'est pas assez développée par le corps enseignant.

Au delà du rapport enseignant/enseigné, les parents ont un rôle primordial à jouer pour permettre à leurs enfants de se réapproprier ce goût d'apprendre, encore faut-il que les parents ne soient pas mis à l'écart du système. Selon un parent d'élève, il faut « élever les parents en les tirant par le haut », formule ambitieuse qui laisse entendre que l'école doit s'appuyer en priorité sur les parents. Il est nécessaire qu'il y ait un lien régulier entre l'école et la famille. Un parent d'élève a joué la provocation en laissant entendre que le débat sur les missions de l'école est récurrent dans la mesure où il se posait déjà au moment du vote de la loi Falloux et que Victor Hugo s'était déjà posé cette question...

La mission de l'école concernant la préparation à la vie active a divisé quelque peu les divers intervenants. Les enseignants estiment qu'on attend trop de l'école et que celle-ci ne peut pas tout faire. Certes, le diplôme est considéré comme une valeur « sûre » comme passeport pour l'emploi, mais il n'est pas suffisant dès lors où il y a des diplômés « chômeurs ».

Un parent d'élève estime que les élèves ne sont pas suffisamment préparés à l'apprentissage des langues étrangères : un constat selon ce parent qui regrette que les enseignants en langue ne soient pas suffisamment immergés dans le pays étranger ; il est nécessaire que ces derniers se rendent plus souvent à l'étranger pour mieux véhiculer leur enseignement en langue. Par ailleurs, sous forme de boutade, ce même parent d'élève a réclamé une formation au chinois qui est la première langue parlée au monde.

Sur le thème école/entreprise, un parent d'élève a par contre souhaité que les jeunes ne soient pas intégrés trop tôt dans le « moule » de l'entreprise.

Face à ce constat quelque peu amer dressé de l'école, qui ne répondrait qu'imparfaitement aux missions qui lui sont assignées et qui se double du malaise enseignant, un professeur a tenu à donner son témoignage de l'école française vue de l'extérieur. Cette école, selon cet enseignant, « on ne la connaît bien que de l'extérieur ». Après une expérience de vingt ans dans différents pays (Roumanie, Maroc, Amérique Latine...), cette école recèle certaines vertus que l'on ne perçoit pas suffisamment de l'intérieur.

Enfin, on doit regretter que l'Europe ait été la grande absente de cette première question du débat, aucune réaction sur la comparaison entre systèmes éducatifs européens, sur l'harmonisation des diplômes, sur la contribution de l'école visant à éclairer le choix des Français sur l'Europe.

'Europe oubliée, l'Europe tellement présente que l'on n'en parle plus ou tout simplement, l'Europe cette inconnue ?

FAIRE RÉUSSIR LES ÉLÈVES

Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Beaucoup de questions sur ce thème qui conditionne, bien entendu, l'avenir des élèves. Difficile synthèse que de concilier les goûts, les aspirations des jeunes à exercer plus tard un métier, à s'y préparer en tenant compte de leurs capacités propres, de leurs compétences qui quelquefois, ne sont pas toujours en adéquation avec leur désir profond.

Pour éclairer le débat, l'inspecteur d'académie, Monsieur VIALA, a tenu à préciser que le choix était « dicté » par les familles à raison de 56%, 14% par les professeurs et seulement 4% par l'élève.

On peut donc s'interroger sur le système d'orientation qui ne remplit pas tout à fait sa mission propre selon les intervenants.

Selon un parent d'élève, l'orientation est pratiquée trop tôt, les élèves n'ayant pas suffisamment une idée de ce qu'ils veulent vraiment faire plus tard. Ce parent d'élève a d'ailleurs pris à témoin l'assistance, considérant qu'à l'âge des élèves, beaucoup de parents n'avaient pas véritablement d'idée sur la voie à suivre.

Pour un autre parent d'élève, l'orientation est une orientation par l'échec, dès lors que l'accès aux filières dites nobles est l'apanage des élèves doués pour certaines matières qui font office de sélection, notamment les mathématiques. Un autre parent d'élève considère quant à lui, que la véritable information sur les filières est « confisquée » par des réseaux et que l'information officielle véhiculée par la voie légale n'est pas suffisante pour répondre à l'attente des parents et des élèves.

Dans le prolongement de ces deux interventions, un parent d'élève a considéré que l'orientation ne conduisait pas suffisamment à réduire les inégalités sociales. Ce terme du rattrapage des inégalités sociales par le système éducatif a d'ailleurs été assez largement évoqué même si l'école a contribué depuis 20 ans à être un véritable ascenseur social.

Un débat s'est instauré entre les études longues et les études courtes. Selon un parent d'élève, le cycle court n'est pas suffisamment valorisé au détriment du cycle long, alors que par exemple, la Fédération du Bâtiment manque d'ouvriers spécialisés, de maçons, de plombiers. Il y a encore le poids des mentalités qu'il faudrait changer pour permettre à certains élèves de s'orienter vers des études plus courtes pouvant déboucher directement sur un emploi. Il est nécessaire parallèlement de faire des efforts pour valoriser certains métiers qui souffrent encore d'un manque de considération par rapport à d'autres. De meilleures conditions de travail, des salaires corrects, le respect des droits syndicaux constituent quelques réponses pour tirer ces métiers vers le haut, selon ce parent d'élève.

Pour éclairer le débat, l'inspecteur d'académie, Monsieur VIALA, a tenu à préciser que le choix post-Bac était « dicté » par les familles à raison de 50 %, 14 % par professeurs principaux et seulement 4 % par les conseillers d'orientation.

On peut s'interroger sur le système d'orientation qui ne remplit pas sa mission propre selon les intervenants.

Monsieur VIALA cite encore des chiffres qui illustrent dans l'académie de Toulouse une très forte proportion de fils d'ouvriers (40%) qui suit une orientation vers des filières professionnelles courtes, contre 4% des fils d'enseignants et 6 % des fils de cadres traduisant un manque de reconnaissance de la voie professionnelle. Un représentant dit de la société civile (ni enseignant, ni parent d'élève) réclame d'avantage de formation par alternance pour éviter les diplômés chômeurs.

Les différents témoignages apportés, on doit faire le constat, que l'orientation, telle qu'elle est vécue actuellement, ne donne pas suffisamment satisfaction. Des pistes ont été évoquées, qui devraient permettre d'améliorer le système.

Le dernier témoignage revient à un parent d'élève qui considère que le système n'offre pas d'échappatoire pour un changement de voie.

Nous laisserons la responsabilité de ces propos à ce parent d'élève ; il y a les différentes passerelles avec les formations, thème qui n'a pas été véritablement abordé et qui ouvre de nombreuses perspectives pour une meilleure orientation.

AMÉLIORER LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCOLE

Comment l'école doit-elle utiliser au mieux les moyens dont elle dispose ?

En préambule, un parent d'élève a considéré que la question était mal posée, voire tendancieuse, l'expression « au mieux » pouvant laisser entendre que les moyens actuels sont mal utilisés.

Cette précaution oratoire étant posée, le débat s'est développé autour de plusieurs axes.

⇒ en terme de personnel, le fait que des agents ne soient pas remplacés est un constat d'échec selon un autre parent d'élève ; on voit en effet le débat sur les moyens à travers le prisme des personnels non remplacés.

⇒ par rapport à l'enseignement dit privé qui n'a de privé que le nom selon un autre intervenant : ce secteur dit privé en absorbant une partie des fonds publics, vient en rupture du principe d'égalité des moyens qui nécessitent de rendre prioritaire le secteur public, le manque de moyens de l'enseignement public pouvant donc trouver une certaine explication, dicit ce parent d'élève.

⇒ l'insuffisance des moyens, notamment dans l'enseignement primaire oblige les enseignants à se tourner vers les parents d'élèves pour pouvoir organiser des activités péri-scolaires. Ce type de manifestations (lotos, tombolas...) qui permet aux enseignants de pouvoir travailler est cependant révélateur du manque de moyens dont souffre l'école.

⇒ pour utiliser au mieux les moyens, un enseignant a proposé de mutualiser les moyens, les expériences, de constituer un recueil des pédagogies qui pourrait servir de référence à d'autres enseignants.

⇒ un enseignant a développé le concept de discrimination positive pour plaider pour une meilleure répartition des moyens en faveur des zones scolaires sensibles. A partir d'exemples, cet intervenant considère que l'enseignement dans un collège accueillant moins de 100 élèves en Ariège ne souffre aucune comparaison par rapport à l'accueil d'adolescents en Seine Saint-Denis dans des classes surchargées en effectif où règne un climat difficile, qui n'est pas toujours propice aux études.

Fort d'autres cas concrets, cet enseignant propose d'aller beaucoup plus loin dans la voie de la péréquation, considérant que les ZEP ont constitué une bonne avancée en la matière.

Un taux de 25% de péréquation au lieu des 5% actuels est proposé pour abonder les moyens dans les zones scolaires difficiles où les enseignants ne font pas le même métier en comparaison d'autres secteurs considérés comme moins difficiles.

⇒ Un parent d'élève a voulu être provocateur en considérant que les moyens en personnel devraient être posés en terme de qualité et non de quantité : il y a selon cet intervenant, une dévaluation de certains enseignants et il est proposé une évaluation des enseignants par les enseignés que sont les élèves.

Le débat a ensuite été élevé par un élu en terme de rapport de l'Etat avec les collectivités locales, considérant que l'école « se défausse » en terme de moyens sur les collectivités territoriales. Selon cet élu, l'école est confrontée aux trois défis posés à l'Etat :

- la réduction de la fracture sociale ;
- le contexte de la globalisation de l'économie ;
- la révolution générée par les NTIC.

Il faut que l'école puisse être mieux dotée en terme de moyens pour faire face à ces défis.

Un intervenant (parent d'élève) a proposé que l'école, en suivant le modèle suédois, s'ouvre au monde adulte dans le cadre de centres de formation. Dans le droit fil de cette intervention, un médecin PMI a suggéré un « soutien à la parentalité » qui pourrait se concevoir comme un réseau d'aide en vue de maintenir et de développer les formations aux parents qui sont les acteurs essentiels pour gommer les difficultés rencontrées par certains enfants.

Il faut envisager selon cet intervenant, une « école des parents » et lui donner les moyens en rapport avec les ambitions affichées.

Enfin, selon un autre intervenant, le manque de moyens et les dysfonctionnements constatés doivent conduire l'Etat à reconstruire un véritable service public de l'Education nationale, gage d'un enseignement de qualité.

-----000-----